

Pays-Bas : un Sudoku tri-dimensionnel

Par Arjen Berkvens*

(Fondation Jean-Jaurès, 22 juin 2010)

Les élections du 9 juin 2010 ont considérablement modifié le paysage politique aux Pays-Bas. Les résultats sont parlants : les chrétiens-démocrates (CDA) subissent un sévère recul (-50%), le Parti pour la Liberté (PVV) anti-musulman enregistre un score élevé et inattendu (15,5%). Les libéraux du VVD (20,5%) et les sociaux-démocrates du PvdA (19,6%) sont au coude-à-coude, au profit du VVD (un siège de plus). Il n'y a plus, désormais, de partis de masse aux Pays-Bas. La formation du prochain gouvernement s'annonce très difficile.

Traditionnellement, les Pays-Bas sont dirigés par des gouvernements de coalition dont la formation demande généralement trois à quatre mois. C'est avec un certain étonnement, voir un certain respect, que les responsables politiques néerlandais ont constaté que le nouveau gouvernement britannique avait été formé en moins d'une semaine. Le leader du parti libéral VVD, Mark Rutte, qui sera probablement le prochain Premier ministre, en a même fait un thème de campagne électorale, promettant de constituer le gouvernement avant le 1^{er} juillet 2010. Cela ne sera sans doute cependant pas le cas.

La campagne a été dominée par les problèmes économiques et financiers, alors que d'habitude les scrutins le sont plutôt par les questions culturelles et religieuses, comme l'immigration et le rôle de l'islam. Mais, dans les mois qui ont précédé les élections, le Bureau du plan central (CPB) a établi que le budget devait être réduit d'environ trente milliards d'euros. Ce chiffre a été accepté par tous les partis politiques qui l'ont intégré dans leurs programmes, selon des modalités et des calendriers différents (de quatre à huit ans). Les partis politiques de droite veulent y parvenir rapidement et proposent des coupes dans l'Etat-providence (surtout dans les allocations chômage), une privatisation de pans entiers du système de soins et une réduction de l'aide au développement. Les partis de gauche sont plus prudents et veulent prendre plus de temps. Opposés aux coupes dans l'Etat-providence, ils souhaitent réduire les dépenses militaires et surtout le système de réduction d'impôt sur les intérêts d'emprunts immobiliers, qui favorise les plus riches propriétaires.

Le parti anti-Islam PVV a adopté un programme très ferme contre le crime. Il a aussi proposé l'arrêt de l'immigration en provenance de pays musulmans, la fin de l'aide au développement, la réduction drastique des subventions dans le domaine culturel et la baisse de la contribution à l'Union européenne. Pour autant, la nature de son programme socio-économique est plutôt de gauche. Ainsi, il s'oppose au passage de l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans (disposition soutenue par la quasi-totalité des organisations politiques, y compris le PvdA), il propose d'investir massivement dans la prise en charge des personnes âgées et de la dépendance et se prononce contre la réduction des allocations chômage. Ce mélange entre des positions de gauche et de droite s'est révélé être une combinaison gagnante.

Les sociaux-démocrates du PvdA ont perdu trois sièges. Plutôt un soulagement pour ce parti dont les sondages, juste avant que la chute du gouvernement le 20 février 2010 sur son refus d'accepter une nouvelle mission militaire néerlandaise dans la province afghane du Oruzgan, lui pronostiquaient régulièrement une perte de quinze sièges. Mais une déception également, car de grands espoirs étaient placés dans son nouveau leader, Job Cohen. Cet ancien maire d'Amsterdam s'est, en effet, imposé de façon surprenante contre l'ancien leader Wouter Bos, le 12 mars dernier. Après l'annonce de sa candidature à la tête du parti social-démocrate, le PvdA a monté dans les sondages. Sa réputation, à la Barack Obama, d'être capable de ramener la « décence » dans la société néerlandaise, de rapprocher les différents groupes sociaux et de s'opposer à la droite radicale a fait de lui le candidat favori au poste de Premier ministre. Le PvdA a pourtant échoué à capitaliser cet atout et dix jours de campagne calamiteux (mauvais calculs dans les plans financiers et piètres performances médiatiques) l'ont empêché de gagner les élections.

La question reste posée de la coalition qui va pouvoir gouverner les Pays-Bas. La première tentative – un gouvernement formé des chrétiens-démocrates du CDA, des libéraux du VVD et de l'anti-Islam PVV – a échoué, le CDA ayant refusé de venir à la table des négociations. Une deuxième tentative est en cours, à partir d'une alliance entre le PvdA, le VVD, les Verts et les sociaux-libéraux du D66. Mais, en raison des différences programmatiques très importantes entre ces partis, il y a peu de chance qu'elle aboutisse. La troisième option serait une coalition entre le CDA, le PvdA et le VVD, bien que cela mette les sociaux-démocrates dans la position inacceptable pour eux de cautionner des réformes de politique sociale drastiques. Le processus pourrait durer des mois et se solder par un gouvernement minoritaire avec le CDA et le VVD, soutenu par le PVV. Ce qui est appelé « l'option danoise » a souvent été évoqué et pourrait finalement prévaloir. La question serait alors le prix que le PVV pourrait demander en retour.

* Directeur de la fondation Alfred Mozer, coordinateur du réseau de fondations politiques ENOP.